



Douai. Manifestation contre le licenciement de Jean-François Corné et Eric Laschamp, syndicalistes à Renault-Douai. Claude Wargnies, Edouard Brigueot, Didier Rousseau, Alain Bocquet, Gustave Ansart, Jean Ranaat, Georges Hage, Claudine Carin, Adhébert Volette (de gauche à droite).

Le représentant des ouvriers à l'Assemblée

Bernard Lamirand, Syndicaliste responsable national de la métallurgie

En 1976, l'annonce du plan Davignon du nom du commissaire européen à l'économie et l'industrie, n'a pas surpris Gustave. Il fut le premier à intervenir pour défendre le devenir de l'acier dans le Nord et en Lorraine ; il fustigea tout de suite ce plan qui consistait à raréfier l'acier sur le marché pour augmenter les prix et redresser le taux de profit des sociétés sidérurgiques européennes.

Gustave avait la dent dure contre cette Europe qui défrustrait les capacités de production et il ne manquait pas de faire remarquer que le démantèlement d'Usinor Denain allait entraîner la France vers la sous-industrialisation et la dépendance. Il ne se trompait pas : aujourd'hui il n'y a plus de sidérurgie française digne de ce nom, ni de sidérurgie européenne. Tout est détenu par un maître des forges indien, Mittal, qui a fermé l'aciérie de Gandrange sans que Nicolas Sarkozy proteste.

Après guerre et jusqu'à la construction du site dunkerquois, Denain était l'usine pilote de la sidérurgie française. Patronat et gouvernement l'ont condamnée d'un trait de plume.

Je vois Gustave parler aux haut-fornistes de Denain en colère et leur dire avec beaucoup de respect, qu'ils allaient devoir affronter Usinor dans une lutte sans merci, que leur lutte ne devait pas être celle de la désespérance et de la violence même s'il comprenait leur désarroi.

Il fera en permanence, la navette entre eux et l'Assemblée nationale. Il défendra passionnément l'usine de Denain s'employant à trouver toutes les initiatives possibles. Avec son camarade Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, il est l'inspirateur de ces formidables manifestations à Paris, Valenciennes et Denain.

Avec Elie Salengro, François Dumex, Belmiro Rodrigues, Lucien Laurette..., nous le rencontrons plusieurs fois par semaine à Trith Saint Léger, dans le bureau du maire, René Carpentier (son suppléant à l'Assemblée). Gustave avait un grand respect de l'indépendance syndicale. Je ne



Séjour à l'Assemblée nationale. Gustave Ansart à gauche avec, à ses côtés Alain Bocquet et Georges Hage, députés de Nord.

Fai jamais vu faire prévaloir l'orientation du PCF ; il était le député de tous, toujours à la recherche de l'unité pour combattre ce plan de destruction décidé en haut lieu.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a suscité un immense espoir. Partout s'affichaient les revendications. Nous devions faire face à de multiples sollicitations de syndicats demandant des rendez-vous dans les ministères ou à l'Assemblée nationale. Élu président de la commission des échanges à l'Assemblée, Gustave Ansart ne m'a jamais refusé un rendez-vous ; il était rayonnant et attentif dès qu'une délégation de salariés venait le voir pour tel ou tel dossier.

Ces dossiers, il les peaufinait avec les militants et les travailleurs. J'étais encore à Usinor Dunkerque quand il me téléphona un soir chez moi, vers 22 h. S'excusant de me déranger à pareille heure, il me demanda s'il est possible de réunir quelques camarades sidérurgistes pour préparer une intervention sur la politique industrielle de la France qu'il devait faire devant la Commission des échanges le lendemain matin. La discussion dura une bonne partie de la nuit. Il prit beaucoup de notes, interrogea les uns et les autres, cherchant tout ce qui pouvait donner de la force à ses arguments. C'était vraiment le député ouvrier de l'Assemblée nationale.

« TRENTE ANS APRÈS, LES MÊME ARGUMENTS POUR FERMER LES BOÎTES »

Stanis Soloch, ancien délégué syndical à Usinor, élu maire de Douchy-les-Mines en 1977

Gustave s'occupait d'Usinor mais pas seulement ; il regardait toutes les boîtes : Antar ici, le ferroviaire, le textile... Il était très proche de la base. Il s'adressait humainement aux gens. Même l'adversaire l'écoutait. Il voyait tous les syndicats et réunissait régulièrement les élus pour faire remonter les infos du Parlement vers les municipalités. La fermeture d'Usinor était une opération capitaliste : 10.000 personnes, autant de foyers dans 142 communes... C'était une concentration inacceptable pour le capitalisme. Ça donnait une force énorme aux syndicats et au Parti communiste. Aujourd'hui, il n'y a plus que des petites unités où les organisations syndicales ont du mal à pénétrer. Trente ans après, on utilise les mêmes arguments pour fermer les boîtes : la productivité, la compétitivité... Nicolas Sarkozy dit qu'il faut moderniser notre production pour être compétitif, produire plus, moins cher, plus vite. Mais ça ne résoudra pas le problème ; parce que les autres font la même chose. C'est donc bien le système qu'il faut changer.

LA CAPACITÉ D'ANTICIPER LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES

Vincent Delbor, secrétaire général de l'UD-CGT Nord

Qu'évoque pour vous le nom de Gustave Ansart ?

Avant toute chose un homme soucieux de combattre les injustices, de défendre l'intérêt de tous les salariés quelles que soient leur origine ou catégorie socio professionnelle. Un homme en capacité d'anticiper les réalités économiques. Un militant qui avait comme conviction l'unité des salariés. Un dirigeant qui aura manqué son époque que ce soit dans son parcours syndical ou politique.

En 1989, dans un entretien sur Fréquence Nord, Gustave Ansart déclare : « J'ai vécu le Front populaire, l'unité syndicale et ça m'a marqué. Et toute ma vie est traversée par cette idée : sans abdiquer de mes pensées politiques, des principes qui régissent ma vie, comment faire l'union du monde du travail ?

Parce que quand il n'est pas uni, la plupart du temps il le paye toujours durement, chèrement. » Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Cette phrase est plus que jamais d'actualité et c'est ce à quoi le patronat s'emploie à casser en permanence, « l'unité des travailleurs ». Effectivement les salariés payent ce manque d'unité comptant et chèrement. De nombreux conflits en sont malheureusement les témoins. Il est donc vital de travailler, de militer à cette question de Gustave Ansart « sans abdiquer de mes pensées politiques, des

principes qui régissent ma vie, comment faire l'union du monde du travail ? » En ce qui me concerne, cette phrase ne peut être plus claire et fait partie intégrante de mes règles de vie.

Gustave Ansart a travaillé avec les syndicalistes sur le développement industriel du Nord / Pas-de-Calais. Quelles sont vos propositions pour le développement économique et social de la région ?

L'Union départementale CGT du Nord avec son Comité régional et les syndicats du département construisent jour après jour des réponses sur l'ensemble du champ revendicatif. Depuis déjà de nombreuses années, les syndicats du Nord avancent avec force la nécessité, voire l'obligation, de créer un pôle ferroviaire, de même que sur l'automobile.

Ils posent notamment au travers des enjeux de la raffinerie des Flandres, la question du devenir de l'emploi industriel.

Et construisent des réponses : exploitation du gaz de mine, débouchés dus aux moteurs à hydrogène, terminal méthanier... Aucune piste n'est laissée de côté quand il s'agit de développer l'emploi. Le Canal Seine Nord et la zone d'emploi de Marquion, le développement des services à la personne, autant de pistes qui sont à travailler avec nos organisations territoriales et professionnelles.